

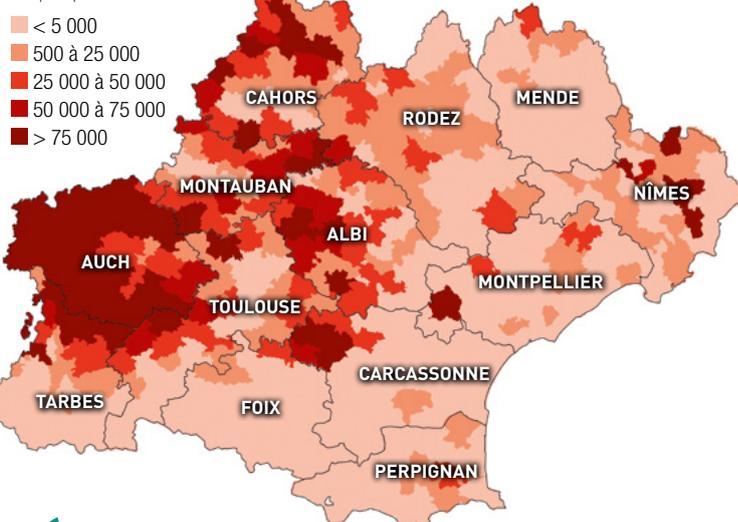


L'ÉLEVAGE DE VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS

Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées a produit en 2014, 3,2% des volailles de chair, 22% des canards gras, 22% du foie gras (canard et oie) et 3,8% des lapins du territoire national. La région produit également 7,2% des volailles festives (dindes, pintades...) et 2,7% des œufs de consommation.

Plus du tiers des 2278 exploitations détenant des volailles se situe dans le Gers. Ce département regroupe 34% des exploitations ayant des volailles. Le reste de la production se retrouve essentiellement dans le Lot et le Tarn (10% des volailles). Le Gers possède en outre 41% des exploitations ayant des palmipèdes. Cette production se localise également dans le Lot, les Hautes-Pyrénées (11% chacun) et la Haute-Garonne (9%). La production de lapins est, elle, concentrée dans le Nord de la région (Aveyron et Lot), dans les Hautes-Pyrénées et l'Hérault.

Effectif en volailles, palmipèdes et lapins par canton



LES CHIFFRES

Effectifs présents dans les exploitations en 2014 :

- 1,5 million de volailles de ponte, 6,3 millions de poulets de chair, 1,6 million de volailles festives, 3,5 millions de palmipèdes et 59 000 lapines
- 2 278 exploitations ont un atelier volailles significatif*, 1 601 un atelier palmipèdes** et 86 un atelier lapins*** dont 542 ateliers certifiés AB
- 316 exploitations spécialisées en volailles, 325 en palmipèdes et 28 en lapins dont 203 exploitations produisant sous SIQO (LR + IGP) et des élevages bio toutes espèces (hors palmipèdes gras)
- 49 209 tonnes équivalent carcasse produite en volailles
- 42 331 tonnes équivalent carcasse en palmipèdes dont 4 058 tonnes de foie
- 363,8 millions d'œufs produits
- 2 206 tonnes équivalent carcasse de viande de lapin produite
- 248,9 millions d'€ de valeur produite en volaille et œufs soit 3,5% du produit brut total agricole de LRMP

[Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014, Comptes de l'agriculture 2014, AgenceBio 2014]

RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS [Source : RA 2010]

Ces filières sont fortement marquées par la production sous signes de qualité. En volailles, 3 SIQO, dont un pour la production d'œufs, réalisent 23,5% du chiffre d'affaires de la filière : Volailles fermières du Gers (IGP+LR), Volailles fermière du Ségala et du Quercy (LR), Œuf Cocorette (LR+AB). Concernant les palmipèdes, 3 SIQO couvrent l'essentiel du chiffre d'affaires de la filière : Canard à foie gras du Sud-Ouest (LR+IGP), Canard à foie gras du Gers (IGP), Oie fermière Label Rouge (élevée dans le Gers). On retrouve également d'autres SIQO comme le Poulet fermier cou-nu jaune des Cévennes et le Poulet fermier du Languedoc (LR + IGP).

→ FOCUS

Plusieurs foyers d'influenza aviaire ont été détectés dans le Sud-Ouest. Des embargos envers les produits avicoles français ont été décrétés par de nombreux pays. En réponse, une mesure drastique de vide sanitaire a été instaurée pour pouvoir éradiquer le virus dans les exploitations de palmipèdes. Cette mesure a interdit l'introduction de canetons dans les exploitations à compter de mi-janvier 2016, afin de nettoyer et désinfecter l'ensemble des installations situées dans la zone de restriction (Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne, Gers, Landes, Gironde, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Tarn, Aveyron, Lot, Dordogne, Corrèze, Haute-Vienne, une partie du Cantal et de l'Aude). Les mesures mises en œuvre visent un objectif de l'introduction de canetons et oisons en mai 2016. De nouvelles réglementations ont également été introduites concernant la conduite des animaux qui affecteront les exploitations en termes de prophylaxie. Les conséquences économiques de cette épizootie sur la filière palmipède régionale seront lourdes.

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS EN VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS [Source : RA 2010/Inosys]

	Ayant des volailles*	Dont spécialisées	Ayant des palmipèdes**	Dont spécialisées	Ayant des lapins	Dont spécialisées
Nombre d'exploitations	2 278	316	1 601	325	86	28
SAU moyenne	54,8	6,5	53	666,2	31,5	2,3
Nb Moyen d'UTA	2	1,6	2	1,6	2,5	1,2
Nombre de têtes de volailles moyens ou nombre de têtes d'oies et de canard ou nombre de lapins moyen	2 506	3 850	2 226	2 618	196	255
m2 de bâtiments (moyenne)	514,2	748,8	289,5	240,8	-	-

*>= 200 poules pondeuses ou repro ou >= 200 volailles de chair ou >= 30 atruches ou >= 500 pigeons ou cailles ou >= 150 m² de bâtiments volailles de chair ou >= 500 volailles totales

**>= 100 oies ou canards ou présence de gavage de volailles

*** ≥ 50 lapines mères

PLUS D'INFOS sur

ITAVI : <http://www.itavi.asso.fr/>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS AVICOLES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

En 2014 la France est deuxième producteur européen avec plus de 1,8 millions de tonnes. Le secteur est important pour l'économie française, avec près de 60 000 salariés.

Aviculture : Le secteur a connu des difficultés : -3% sur les abattages avec un net recul de l'export (-12%) ; notamment vers les pays du Moyen-Orient.

Foie gras : Après deux années de baisse les ventes repartent à la hausse en 2014, en France comme à l'export. Le solde commercial dépasse le record de 2008. La production a augmenté de 1% en 2014, elle est composée à 95% de foies gras de canard.

Poules pondeuses : En France, après deux années de baisses successives en 2011 et en 2012, la production d'œufs de consommation a progressé en 2013 puis a légèrement diminué en 2014 autour de 14,6 milliards d'œufs (-1,4%).

VOLAILLES DE CHAIR

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 72 exploitations spécialisées dont 56% individuelles et 32% en EARL
- SAU : 45 ha dont 27 ha en grandes cultures
- 1.2 UTH familiale / 0.3 UTH salariée

→ Le résultat se redresse

Le résultat moyen progresse pour s'établir à 13 570 €. C'est une économie de charge qui permet cette progression. En premier lieu, sur le poste aliment qui représente 76% des charges opérationnelles. La baisse se situe à -15% par rapport à 2013. Cela s'explique par la baisse du prix des céréales qui s'est répercuté avec retard.

En termes de charges de structure, on note le recul des amortissements ; les exploitations ont réduit leurs investissements ces dernières années, entraînant un risque de sous-investissement et d'altération possible de leur capacité d'adaptation pour l'avenir.

→ Reprise de l'EBE

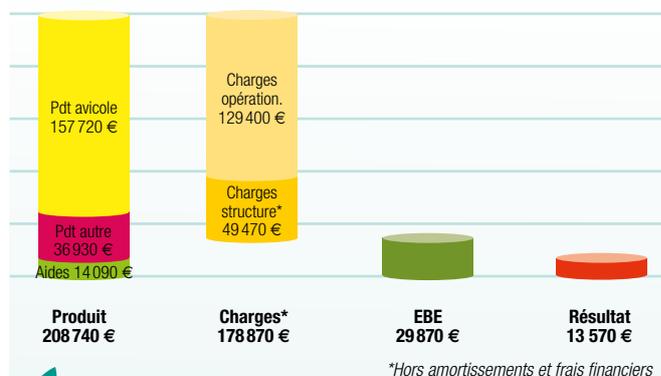
L'EBE représente 14% du produit courant et peine à couvrir les besoins.

Le redressement de l'EBE s'explique plus par la maîtrise des charges que par l'augmentation de la production. La capacité d'autofinancement dégagée est tout juste positive, un signe de progrès par rapport au solde négatif de 2013. L'EBE dégagé reste toutefois insuffisant pour consolider la trésorerie des exploitations déjà affaiblie par le résultat 2013.

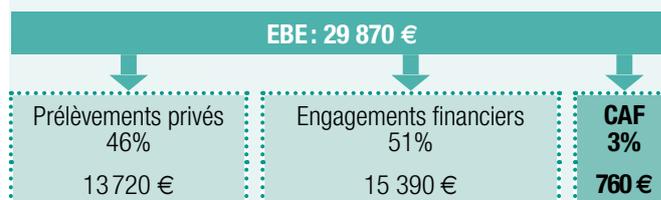
→ Ce système demeure néanmoins fragile

68% des exploitations retrouvent une santé financière satisfaisante. Mais les disparités se creusent : 13% des exploitations restent en danger. On retrouve la tendance à la baisse des investissements avec en moyenne 13 000 € de capitaux nets engagés contre 25 000 € en 2013.

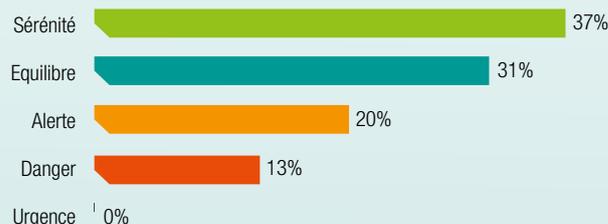
Le fond de roulement couvre moins de 2 mois de charge ce qui demeure faible au regard du cycle de production.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

PRÊTS À GAVER

→ Redressement du résultat aussi pour cette catégorie

À échantillon stabilisé, le résultat moyen progresse : il s'établit à 18 460 €, contre 9 080 € l'an passé. On observe une compression de toutes les charges opérationnelles (-17% dont -8% pour l'aliment). Les charges de structures reculent de 13% sur tous les postes y compris les cotisations sociales.

→ L'EBE remonte, l'efficacité économique passe de 12 à 16%

L'EBE couvre les besoins financiers et assure 1.3 SMIC pour le dirigeant. La CAF reste faible (2 700 €) et couvre à peine 25% du solde négatif de 2013.

→ Une situation financière fragile mais en redressement notable

43% des exploitations sont revenues à un niveau de sérénité contre 22% l'an passé. Malgré une capacité d'autofinancement faible, les investissements sont repartis à la hausse (26 140 € en 2014). Les exploitations ont dans l'ensemble fait appel à l'emprunt. Le fond de roulement s'améliore légèrement, il couvre 1.6 mois de charge (contre 1 mois en 2013), ce qui correspond à 50% du cycle de production.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 56 exploitations spécialisées dont 50% individuelles et 39% en EARL
- SAU : 47 ha dont 19 ha en grandes cultures et 26 ha en SFP
- 1.3 UTH familiale / 0.3 UTH salariée

GAVAGE

Le résultat moyen progresse : il s'établit à 25 940 €, contre 16 540 € l'an passé. La marge sur coût alimentaire progresse de 12% par rapport à 2013, la répercussion de la baisse du prix du maïs en est la principale cause.

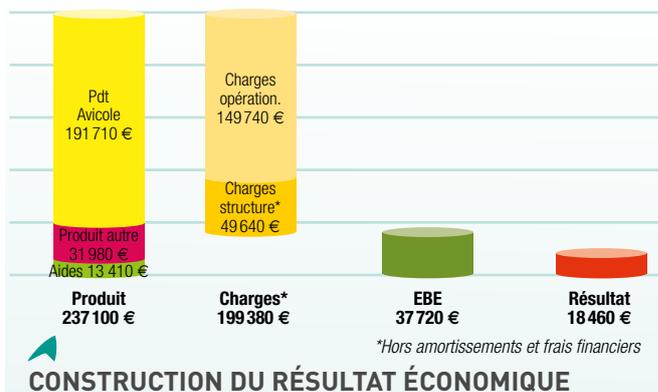
→ L'EBE atteint le point d'équilibre

L'EBE couvre les besoins financiers malgré la remontée des prélèvements. Pour la deuxième année consécutive la capacité d'autofinancement est négative ce qui est pénalisant pour affronter l'année 2015 et le coût de mise aux normes.

Fin 2014, 73% des exploitations présentent une situation de sérénité ou d'équilibre contre 59% en 2013. Le fonds de roulement est de 50 jours, traduisant une situation financière qui se redresse.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

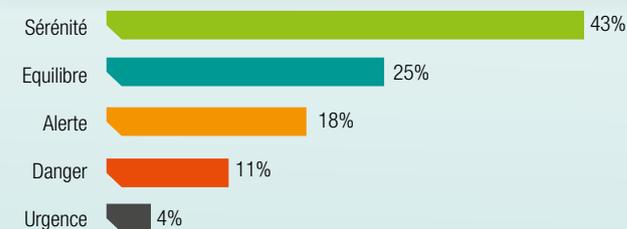
- 122 exploitations spécialisées dont 46% individuelles et 37% en EARL
- SAU : 49 ha dont 27 ha en grandes cultures et 18 ha en SFP
- 1.5 UTH familiale / 1 UTH salariée



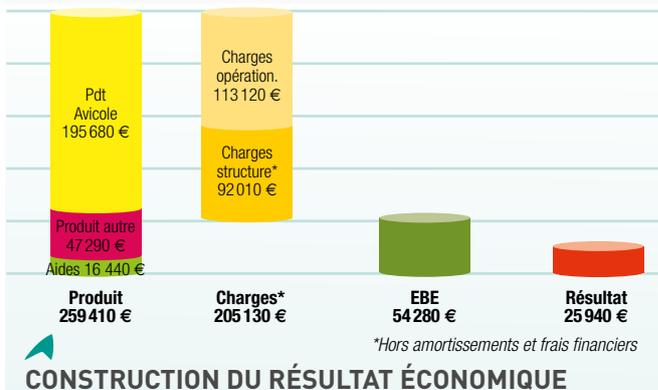
CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



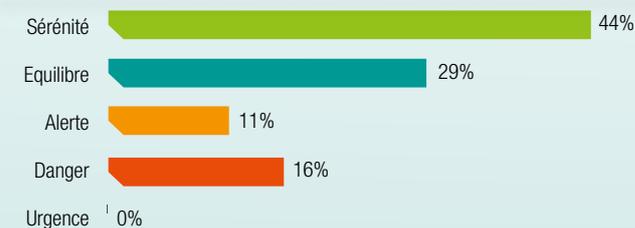
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS